

Terres rares et montagnes russes

Volume 7, numéro 3, avril 2014

Résumé analytique

Une chronique nature en ce printemps tardif qui nous amène le rapport du Groupe spécial de l'OMC chargé du différend « Chine – Mesures relatives à l'exportation de terres rares, de tungstène et de molybdène » (DS431) distribué aux membres le 26 mars dernier. Ce différend concerne les restrictions à l'exportation de terres rares, de tungstène et de molybdène imposées par la Chine, matières premières utilisées dans la production de divers types de biens électroniques. La Chine a fait valoir que les restrictions se rapportaient à la conservation de ses ressources naturelles épuisables et qu'elles étaient nécessaires pour réduire la pollution causée par l'activité minière. Le Groupe spécial a constaté que les contingents d'exportation imposés par la Chine visaient à réaliser des objectifs en matière de politique industrielle autres que la conservation. Il s'agit d'une victoire pour plusieurs industries très importantes en occident qui utilisent ces matières premières pour la fabrication de leurs produits.

En Europe, le gouvernement des États-Unis a maintenu les pressions diplomatiques et économiques à l'égard de la Russie suite à l'annexion de la Crimée au début du mois de mars. Le président Obama et les Congrès américain ont vu au gel des avoirs de plusieurs individus proches de Vladimir Poutine et ont restreint l'octroi de licences d'exportation vers la Russie. L'objectif américain semble être de tenter de déstabiliser de larges pans de l'économie russe, particulièrement dans le secteur de l'énergie cher au président Poutine, afin de créer un climat peu favorable aux investissements. De son côté, la Russie sanctionne l'Ukraine en mettant fin aux rabais qu'elle lui consentait sur les livraisons de gaz. Les tensions demeurent vives entre la Russie et l'Ouest, alors que l'incertitude persiste sur les intentions du Kremlin quant à l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

Contenu

Terres rares : victoire américaine à l'OMC	2
Montagnes russes : les hauts et les bas de la crise ukrainienne	4
Études économiques et articles connexes ce mois-ci	8

Terres rares : victoire américaine à l'OMC

Un Groupe spécial de l'OMC a donné raison aux États-Unis dans un différend important concernant des allégations américaines affirmant que l'imposition de restrictions par la Chine aux exportations de terres rares, de tungstène et de molybdène contrevient à ses obligations en vertu des accords de l'OMC.

Les terres rares, le tungstène et le molybdène sont des matières de première importance dans la fabrication de plusieurs produits névralgiques aux États-Unis. On pense aux secteurs des piles des voitures hybrides, des éoliennes, des éclairages à haute efficacité, des métaux, de la haute technologie électronique, de l'automobile, du pétrole et de l'industrie chimique. Elles ont des applications dans de nombreux secteurs de pointe. Par exemple, le néodyme est utilisé dans la fabrication d'aimants permanents, que l'on trouve dans les turbines des éoliennes, les disques durs informatiques ou les voitures hybrides. Le cérium est utilisé pour la catalyse automobile. Les terres rares représentent plus de 50 % du coût des composants des éoliennes et de 50 % à 60 % du coût des écrans LCD.

La Chine est le plus important producteur mondial de terres rares, un ensemble de 17 éléments du tableau périodique qui inclut 15 lanthanides (le lanthane, le cérium, le praséodyme, le néodyme, le prométhium, le samarium, l'euporium, le gadolinium, le terbium, le dysprosium, l'holmium, l'erbium, le thulium, l'ytterbium et le lutécium) en plus du scandium et de l'yttrium. Les terres rares se trouvent un peu partout sur le globe, mais leur extraction minière n'est viable économiquement que dans certaines régions. Les gisements recèlent des concentrations variables en différents types de terres rares, ce qui les rend plus ou moins intéressants à exploiter.

Les contraintes à l'exportation contestées par les États-Unis incluaient des taxes sur les exportations, des quotas à l'exportation et des obligations administratives liées aux quotas à l'exportation. Selon l'USTR, ces contraintes à l'exportation peuvent augmenter artificiellement les prix mondiaux de ces ressources tout en diminuant tout aussi artificiellement le coût pour les producteurs chinois, créant ainsi un avantage comparatif injuste au profit des entreprises chinoises, tout en incitant les grands utilisateurs de ces ressources à transférer leur production et leurs opérations en Chine.

« La décision de la Chine de promouvoir ses propres industries au détriment des entreprises américaines a obligé les entreprises américaines à payer plus de trois fois le prix payé par leurs concurrents chinois pour obtenir les mêmes éléments de terres rares. Les règles de l'OMC interdisent clairement ce genre de contrainte à l'exportation discriminatoire. »

— Michael Froman, Représentant des États-Unis pour le commerce

Ce différend a été amorcé en 2012 par les États-Unis, l'Union européenne et le Japon suite à une réduction majeure par la Chine des quotas d'exportation des terres rares, causant une augmentation des prix mondiaux et d'importantes perturbations sur le marché des terres rares. La Chine a fait valoir pour défense que les droits et quotas d'exportation sont permis dans le cadre de l'OMC lorsqu'ils jouent un rôle de mesures de protection de l'environnement ou de mesures visant la conservation d'une ressource naturelle non renouvelable.

« Le Groupe spécial a constaté que les contingents d'exportation imposés par la Chine visaient à réaliser des objectifs en matière de politique industrielle autres que la conservation. Il partageait le point de vue de la Chine selon lequel le sens du terme "conservation" figurant à l'article XX g) allait au-delà de la simple "préservation" des ressources naturelles, et selon lequel tout Membre de l'OMC pouvait tenir compte de ses propres besoins et objectifs en matière de développement durable lorsqu'il élaborait une politique de conservation, conformément au principe général du droit international relatif à la souveraineté sur les ressources naturelles inscrit dans divers instruments des Nations Unies et d'autres instruments internationaux. Le Groupe spécial a estimé toutefois que la "conservation" n'autorisait pas les Membres à adopter des mesures visant à contrôler le marché international d'une ressource naturelle, ce qui était, de l'avis du Groupe spécial, l'objectif recherché par les contingents d'exportation contestés. »

— Rapport du Groupe spécial de l'OMC sur le différend DS431

Le Groupe spécial n'a pas considéré les arguments chinois comme étant valables, considérant que si la plus grande partie de la consommation des terres rares est effectuée en Chine, il est difficile pour le gouvernement chinois de prétendre vouloir les conserver.

Parmi les entreprises qui utilisent ces ressources, on retrouve certaines des plus importantes compagnies américaines tel que Philips Lighting, Osram Sylvania, et General Electric Lighting.

En vertu des règles de l'OMC, il peut en être appelé de la décision du Groupe spécial dans les soixante jours la suivant.

Sources :

D'Armagnac, Bertrand. *Grandes manoeuvres autour des métaux rares*. Le Monde, 3 février 2010. En ligne : http://www.lemonde.fr/planete/article/2010/02/03/grandes-manoeuvres-autour-des-metaux-rares_1300511_3244.html#

OMC. 2014. Chine – Mesures relatives à l'exportation de terres rares, de tungstène et de molybdène. En ligne : http://www.wto.org/french/tratop_f/dispu_f/cases_f/ds431_f.htm

Pruzin, Daniel. *WTO Rules Against China On Rare Earths Export Restrictions*. Bloomberg, 26 mars 2016

USTR. Mars 2014. *United States Wins Victory in Rare Earths Dispute with China: WTO Report Finds China's Export Restraints Breach WTO Rules*. En ligne : <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/press-releases/2014/March/US-wins-victory-in-rare-earths-dispute-with-China>

Montagnes russes : les hauts et les bas de la crise ukrainienne

La crise ukrainienne a des impacts sur les relations commerciales entre la Russie et les États-Unis. L'Union européenne et les États-Unis tentent de faire jouer les cordes diplomatique et économique pour mettre de la pression sur le président russe en augmentant le coût que la Russie doit supporter pour maintenir sa politique agressive en Ukraine. L'administration Obama bloque certaines exportations américaines vers la Russie, notamment certains produits utilisés par l'industrie du pétrole et du gaz.

Le département d'État et celui du Commerce ont cessé ce mois-ci d'émettre des licences d'exportation vers la Russie sur des biens et services qui représentent 14 % des exportations vers la Russie pour ce qui est des seules licences du département du Commerce, soit environ 1,5 milliard de dollars. La moitié de ce montant provient des ventes de détonateurs utilisés par l'industrie du pétrole et du gaz et par l'industrie

« Ce n'est pas l'issue que nous préférons. Ces sanctions n'auront pas seulement un impact important sur l'économie russe, mais pourraient être perturbatrices pour l'économie mondiale. Cependant, la Russie doit savoir qu'une poursuite de son agression ne fera que l'isoler davantage de la communauté internationale. Les principes de base qui gouvernent les relations entre les États en Europe et ailleurs dans le monde doivent être respectés au 21^e siècle. Ces principes incluent le respect de la souveraineté et l'intégrité territoriale. »

— Barack Obama, 20 mars 2014

minière. Les États-Unis ont exporté en 2013 pour 11 milliards de dollars en Russie

Plus tôt le mois dernier, le président Obama a gelé les avoirs de 27 citoyens russes proches de Vladimir Poutine ainsi que ceux de la Banque Rossiya. Le 27 mars dernier, le Sénat et la Chambre des représentants ont adopté des mesures de sanction additionnelles touchant des représentants russes. La politique américaine semblait alors favoriser les

frappes personnelles auprès de l'entourage immédiat du président Poutine, plutôt que leurs entreprises.

La Russie se préoccupe de la possible fuite des investisseurs suite à l'instabilité politique et aux sanctions internationales causées par l'annexion de la Crimée. Il s'agit selon le Premier vice-premier ministre du

gouvernement russe, Igor Chouvalov, de la principale menace qui confronte l'économie russe. Cette fuite serait informellement encouragée par les gouvernements étrangers.

La Banque mondiale a émis un pronostic pessimiste à l'égard de la progression du PNB russe en constatant que la crise en Crimée a affaibli les entreprises et miné la confiance des consommateurs. Les experts prédisent que les tensions politiques et les sanctions commerciales provoqueront une augmentation du coût d'emprunt pour les grands projets d'investissement russes.

En guise de représailles, la Russie a également établi une liste de neuf Américains sanctionnés par l'État russe. On y trouve notamment le leader de la majorité au Sénat, Harry Reid, le président de la Chambre des représentants, John Boehner ainsi que le sénateur John McCain.

« Les difficultés actuelles soulignent la nécessité d'assurer la sécurité énergétique, pas seulement de l'Ukraine, mais aussi de l'Europe... Aucun pays ne devrait utiliser l'énergie pour s'opposer aux aspirations des peuples... Nous devons tous faire en sorte de ne pas dépendre d'une seule source d'énergie. »

— John Kerry, 2 avril 2014

en provenance d'Azerbaïdjan, la construction de terminaux de gaz naturel liquéfié à travers l'Europe et la possibilité d'exporter du gaz de schiste américain en Europe.

Gazprom, détentrice des plus importantes réserves de gaz naturel au monde, a mis fin cette semaine au rabais consenti à l'Ukraine sur ses achats de gaz naturel, provoquant une hausse du prix de 80 % en Ukraine, déjà au bord de la faillite. Également, la Russie a exhorté l'Ukraine à s'acquitter de 2,2 milliards de dollars d'impayés. Kiev et Moscou ont commencé, jeudi 3 avril, de délicates négociations. Le ministre par intérim de l'énergie de l'Ukraine, Iouri Prodan, et le président de Naftogaz Ukraine, Andri Kobolev, accompagnés de parlementaires, ont pour interlocuteur à Moscou Alexeï Miller. Également, une mission du FMI a rencontré l'administration ukrainienne au cours des dernières semaines pour évaluer la situation économique et discuter d'un programme de réformes économiques. Ils se sont entendus sur un programme qui comprend une aide globale de la communauté internationale d'un total de 27 milliards de dollars sur deux ans.

« Le scénario du pire cas de figure n'est pas l'impact direct des sanctions, mais plutôt les modifications du comportement des plus importants investisseurs... »

— Igor Chouvalov, Premier vice-premier ministre du gouvernement russe

La principale arme de la Russie est cependant sa production de gaz naturel qui alimente les pays de l'est de l'Europe. La dépendance au gaz russe va de la Finlande, la Slovaquie et la République tchèque (100 %) à l'Autriche (66 %), la Pologne (59 %) et l'Allemagne (40 %). L'ouest de l'Europe est beaucoup moins dépendant du gaz russe. Le secrétaire d'État américain a appelé les pays européens à se libérer de cette dépendance en proposant trois moyens : favoriser les importations de gaz

Les tensions sont encore palpables et l'issue du conflit est toujours incertaine. Selon les militaires américains, entre 20 000 et 25 000 soldats russes sont massés à la frontière orientale de l'Ukraine. Il faut y ajouter les 25 000 hommes déjà déployés en Crimée. Les troupes russes ont concentré des réserves de matériel, des pièces de rechange, de la nourriture. Ces réserves peuvent indiquer la préparation d'une ligne logistique suffisante pour assurer le déploiement des troupes à l'intérieur de l'Ukraine. Le plus haut gradé de l'OTAN, Philip Breedlove, a déclaré cette semaine que les forces russes étaient en mesure de s'emparer d'une partie significative de l'Ukraine en moins de cinq jours.

« Il devrait être clair maintenant que l'Ouest a un problème de sécurité avec la Russie (...) La question maintenant est de savoir comment les États-Unis et l'OTAN devraient répondre. Le président Obama a mis en place des représailles financières visant à punir le Kremlin pour l'agression en Ukraine, et l'Union européenne lui a emboîté le pas. Mais Obama a maintenant le devoir de diriger l'OTAN vers une réponse visant la sécurité, l'Occident devant prendre au sérieux la possibilité d'une future agression russe. »

— Steven Pifer, ancien ambassadeur des États-Unis en Ukraine

« Nous n'avons aucune intention et ne sommes pas intéressés par l'idée de traverser les frontières ukrainiennes. »

— Sergueï Lavrov, ministre des Affaires étrangères russe. 30 mars 2014

Plusieurs voix s'élèvent pour réclamer des mesures concrètes de la part de l'OTAN pour assurer la sécurité de l'est de l'Europe. Mais depuis la fin de la guerre froide, l'OTAN a perdu une bonne partie de sa force de frappe en Europe par le désengagement graduel des militaires américains. Les pays européens n'ont pas compensé la migration des troupes américaines. Au plus fort de la guerre froide, 400 000 militaires américains se trouvaient en Europe. Aujourd'hui, ils ne sont plus que 67 000. La présence militaire américaine n'est donc plus adaptée à un éventuel coup de force contre la Russie et les crédits militaires ne cessent de diminuer chez ses partenaires européens.

Face aux tensions qui s'exercent sur les pays limitrophes à la Russie, le ministre des Affaires étrangères polonais Radoslaw Sikorski demande à l'OTAN de déployer 10 000 soldats sur le territoire de la Pologne, demande qui a été bien accueillie par la plupart des leaders européens.

L'administration Obama semble concentrer ses tirs sur des cibles très précises de l'administration russe en se limitant à des interventions diplomatiques et commerciales. Seront-elles suffisantes pour freiner les ambitions impériales présumées de Vladimir Poutine? Il semble bien que la relative quiétude des vingt dernières années sur le front européen se trouve maintenant perturbée par les ambitions russes.

Le rapport de la Banque mondiale sur l'économie russe est disponible en suivant ce lien : <http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/eca/RER-31-eng.pdf>

Sources :

Brookings Institute. *Brookings Scholars on the Ukraine/Crimea Crisis*. 4 avril 2014.

En ligne : <http://www.brookings.edu/blogs/brookings-now/posts/2014/04/brookings-scholars-on-ukraine-crimea-crisis-april-1>

Cooper, Helen et Steven Erlanger. *L'OTAN n'a plus les moyens de ses ambitions*. The New York Times, 28 mars 2014. En ligne : <http://www.courrierinternational.com/article/2014/03/28/l-otan-n-a-plus-les-moyens-de-ses-ambitions>

Fonds monétaire international. *IMF Announces Staff Level Agreement with Ukraine on US\$14-18 Billion Stand-By Arrangement*. 27 mars 2014. En ligne : <http://www.imf.org/external/np/sec/pr/2014/pr14131.htm>

Inside US Trade. *New Executive Order Enables U.S. To Target Russian Economic Sectors*. 21 mars 2014

Johnson, Jenny. *Russia Voices Concern About Foreign Investors Backing Out as GDP Forecast Cut*. Bloomberg, 27 mars 2014.

Le Monde. *Russie-UE : quelles dépendances économiques?* 26 mars 2014.

En ligne : http://www.lemonde.fr/europe/visuel_interactif/2014/03/26/europe-et-russie-des-economies-dependantes_4390088_3214.html

Le Monde. *Ukraine : les États-Unis appellent l'Europe à diversifier ses sources d'énergie*. 2 avril 2014.

En ligne : http://www.lemonde.fr/europe/article/2014/04/02/ukraine-les-etats-unis-appellent-l-europe-a-diversifier-ses-sources-d-energie_4394132_3214.html

Le Monde. *La Russie annule le rabais sur le gaz acheté par l'Ukraine*. 3 avril 2014.

En ligne : http://www.lemonde.fr/europe/article/2014/04/03/delicates-negociations-entre-kiev-et-moscou-sur-le-gaz-russe_4394624_3214.html

Ostapkowicz, Iwona. *La Russie menace, l'OTAN réagit*. Courrier international, 3 avril 2014.

En ligne : <http://www.courrierinternational.com/article/2014/04/03/la-russie-menace-l-otan-reagit>

Taylor, William, John Herbst et Steven Pifer. *When Sanctions Aren't Enough : If NATO wants to stanch Russian adventurism in Eastern Europe, it needs a comprehensive security plan (and fast)*. Foreign Policy, 31 mars 2014. En ligne : http://www.foreignpolicy.com/articles/2014/03/31/NATO_needs_comprehensive_security_response_putin

Wingfield, Brian et Mark Drajem. *Russian Energy Industry Denied Goods as U.S. Blocks Some Exports*. Bloomberg, 27 mars 2014.

Woehrel, Stephen. *Ukraine : Current Issues and U.S. Policy*. Congressional Research Service, 24 mars 2014. En ligne : <http://fpc.state.gov/documents/organization/224484.pdf>

Zonebourse. *Gazprom : Le gaz russe vendu à Kiev augmente de 80 % en trois jours*. 3 avril 2014. En ligne : <http://www.zonebourse.com/GAZPROM-OAO-6491735/actualite/Gazprom--Le-gaz-russe-vendu-a-Kiev-augmente-de-80-en-trois-jours-18205775/>

Études économiques et articles connexes ce mois-ci

Bershidsky, Leonid. *Putin's Rejection of the West, in Writing*. Bloomberg, 4 avril 2014. En ligne : <http://www.bloombergview.com/articles/2014-04-04/putin-s-rejection-of-the-west-in-writing>

Bloomberg. *Crisis in Ukraine*. En ligne : <http://topics.bloomberg.com/crisis-in-ukraine/>

Chengxiong, Zhou. *WTO decision chance to prompt reform in sluggish rare earth industry*. Global Time, 31 mars 2014. En ligne : <http://www.globaltimes.cn/content/851917.shtml#Uz73JV6kSxl>

Heidi Crebo-Rediker. *How to Reform Ukraine's Economy*. Council on Foreign Relations, 1^{er} avril 2014. En ligne : <http://www.cfr.org/ukraine/reform-ukraines-economy/p32702>

Gvosdev, Nikolas. *The Realist Prism: U.S. Unwilling to Give or Take on Ukraine*. World Politics Review, 4 avril 2014. En ligne : <http://www.worldpoliticsreview.com/articles/13678/the-realist-prism-u-s-unwilling-to-give-or-take-on-ukraine>

International Centre for Trade and Sustainable Development. *China, EU Pledge to Consider Bilateral Trade Pact*. 3 avril 2014. En ligne : <http://ictsd.org/i/news/bridgesweekly/187632/>

International Centre for Trade and Sustainable Development. *Leaders Call for Strong EU-US Trade Deal as Ukraine Crisis Deepens*. 27 mars 2014. En ligne : <http://ictsd.org/i/news/bridgesweekly/187321/>

Kahn, Robert. *Global Economics Monthly: April 2014 : The Sanctions Dilemma*. Council on Foreign Relations, 1^{er} avril 2014. En ligne : <http://www.cfr.org/economics/global-economics-monthly-april-2014/p32699>

King, Anthony. *Analysts shrug off rare earth trade ruling*. Chemistry World, 2 avril 2014.

Mazneva, Elena. *Gazprom Stops Courting U.S. Investors After Crimea Crisis*. Bloomberg, 4 avril 2014. En ligne : <http://www.bloomberg.com/news/2014-04-04/gazprom-stops-courting-u-s-investors-after-crimea-crisis.html>

Direction

Christian Deblock, professeur titulaire au département de science politique de l'UQAM et directeur de recherche du CEIM.

Rédaction

Guy-Philippe Wells, chercheur associé au CEIM.

Abonnez-vous

[À la liste de diffusion](#) 

[Au fil RSS](#) 

Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Adresse civique :

UQAM, 400, rue Sainte-Catherine Est
Pavillon Hubert-Aquin, bureau A-1560
Montréal (Québec) H2L 2C5 CANADA

Adresse postale :

Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) H3C 3P8 CANADA

Téléphone : 514 987-3000, poste 3910

Télécopieur : 514 987-0397

Courriel : ceim@uqam.ca

Site web : www.ceim.uqam.ca

